



Position de la **Coalition Contre la Faim** (janvier 2012)

# **Volatilité des prix agricoles et spéculation sur les produits alimentaires**

*Vu la spéculation galopante sur le marché des matières premières alimentaires, le Gouvernement prendra des initiatives au niveau des forums internationaux ad hoc pour lutter contre la faim dans le monde. La Belgique s'engage à faire la promotion de l'agriculture locale et familiale en vue de l'alimentation domestique. (Déclaration de Politique Générale du gouvernement Di Rupo). Décembre 2011.*

## **Introduction**

### Une situation nouvelle

Après presque trente ans de prix structurellement bas mais relativement stables des marchés alimentaires internationaux, nous sommes entrés dans une période de fortes turbulences, avec des fluctuations importantes et imprévisibles de prix. Depuis 2006, les prix internationaux des denrées alimentaires ont connu deux hausses importantes mais surtout très rapides. Après la crise alimentaire de 2007/2008, les prix ont fortement chuté au second semestre de l'année 2009, et ont ensuite à nouveau augmenté depuis la mi-2010, pour atteindre des niveaux sans précédent en février 2011. Pour certaines denrées comme le riz, le sucre, le blé, les oléagineux ou encore le maïs, la hausse entre la moyenne de 2005 et le niveau record est de plusieurs centaines de pour cent et sont à l'origine de graves émeutes dans plus de 40 pays.

### Des conséquences sociales

Cette volatilité est une catastrophe pour de nombreux paysans et consommateurs. Pour un nombre croissant de personnes vulnérables, la volatilité équivaut à les enfoncer dans la pauvreté. Les ménages pauvres, consacrent jusqu'à trois quarts de leurs revenus à l'alimentation. La majorité d'entre eux sont des ruraux et sont, malgré leur activité agricole, des acheteurs net de nourriture pendant une partie de l'année. Les fluctuations brusques des prix renforcent encore leur vulnérabilité, soit avec l'augmentation des prix alimentaire au moment où ils sont acheteurs net soit avec une réduction de leurs revenus par une chute du prix de vente de leurs produits agricoles. Les conséquences directes sont des changements dans les pratiques alimentaires d'une part, une réduction de la qualité nutritive de la diète alimentaire qui touche en premier lieu les femmes. Et d'autre part, une tendance à envoyer les enfants manger dans la rue (- repas moins chère mais de moindre qualité), ce qui a comme conséquence une déstructuration de la famille et une non prise en charge des enfants par les parents sur les enfants. Mais aussi la réduction des dépenses de soins de



santé et d'éducation, l'endettement, la vente de terre, bétail ou autres biens et pour finir l'abandon de l'activité agricole. La répercussion à long terme est l'augmentation de la pauvreté et détérioration de la sécurité alimentaire du pays qui s'enfoncé encore un peu plus dans la dépendance alimentaire.

### Des gagnants

Si certains subissent de plein fouet les effets de la volatilité, d'autres tirent leur épingle du jeu. Dans des chaînes de productions caractérisées par des rapports de forces très inégaux, ce sont les spéculateurs financiers, les fonds d'investissements, les grands négociants de produits alimentaires, les fournisseurs d'intrants ou les grands propriétaires terriens qui s'en sortent.

### Le résultat de choix politiques

La volatilité n'est pas pour autant un phénomène nouveau. Alors que les récoltes sont, depuis l'origine de l'agriculture, largement dépendantes des conditions météorologiques, les paysans et les différentes sociétés se sont organisées pour se prémunir des changements de niveaux de production et donc des prix agricoles. Au cours des dernières 50 années, un nombre important d'outils ont été mis en place en Europe et dans de nombreux pays pour stabiliser les prix (l'instauration de fourchettes de prix, la gestion de l'offre, les stocks régulateurs, les subsides et les restrictions aux exportations, ...).

Mais ces politiques ont été progressivement démantelées au profit de la libéralisation des marchés agricoles. La capacité de ces marchés mondiaux à répondre aux besoins de sécurité alimentaire et à stabiliser la volatilité est aujourd'hui largement remise en question. Les études indiquent que l'on doit s'attendre à ce que la volatilité des prix agricoles perdure et même se renforce dans les années à venir si l'on continue dans cette voie. En refusant d'analyser l'origine de la volatilité, les crises alimentaires ont donné lieu à des interventions non coordonnées, proposant des solutions à court terme qui n'ont pas empêché le retour d'autres crises.

## **Des réactions insuffisantes**

Depuis la crise alimentaire de 2007/08, la spéculation et la volatilité sont à l'agenda de nombreuses rencontres internationales : le Comité de la sécurité alimentaire, le G20, la FAO, la Banque Mondiale, ainsi qu'au sein de l'UE.

Toutefois, après quelques années de travail, le bilan est très maigre. Il existe un consensus sur la nécessité d'augmenter la transparence des marchés ainsi que les investissements dans la production agricole. Si ces mesures sont nécessaires mais elles ne sont absolument pas suffisantes puisqu'elles ignorent les causes structurelles de la volatilité



De plus la mise en place du système d'information des marchés agricoles (AMIS) ne soumet, par exemple, pas d'obligations de transparence aux 4 principaux négociants qui contrôlent pourtant la grande majorité du commerce en céréales. Concernant les investissements, si il est indispensable d'augmenter l'offre, il l'est encore plus de spécifier la nature de ces investissements. Ils doivent se faire prioritairement au travers de soutiens publics à l'agriculture paysannes et pas dans le sens d'une agriculture industrielle qui créera une fois de plus de la pauvreté chez les paysans et les paysannes, renforcera les effets sur le changement climatique, et menace l'environnement et les ressources naturelles.

Les responsables européens ayant renoncé à s'attaquer aux causes de la volatilité, ils ont défendu le renforcement des instruments financiers de gestion de risques. Malheureusement ces instruments ne peuvent remplacer les outils de politique agricole qui ont déjà fait leurs preuves et qui surtout coutent moins cher aux producteurs et à la société. Il s'ajoute à cela un problème circulaire : les produits dérivés sensés couvrir les risques agricole étant devenus des outils de spéculation pour des opérateurs financiers, ils sont plus en plus compliqués, volatiles, couteux et donc inaccessibles aux agriculteurs familiaux. Les outils censés protéger les agriculteurs finissent par renforcer leur disparition.

Ce à quoi les responsables politiques n'ont pas voulu toucher :

- Trop d'intérêts particuliers s'opposent à infléchir une demande de produits agricoles insoutenable. L'ensemble des experts s'accordent sur les effets négatifs des politiques de soutiens aux **agrocultivants**, mais il manque la volonté politique pour les abolir.
- Malgré le consensus pour dire que les **changements climatiques** auront des effets désastreux sur les régions vulnérables, aucun engagement équitable, ambitieux et contraignant sont mis en place pour rester en dessous des 2° d'augmentation de la température moyenne.
- Malgré les coûts énormes de la volatilité, les Etats importateurs nets sont contraints d'être dépendants de marchés imprévisibles parce que l'ensemble des négociateurs présent à l'**OMC** refusent de modifier les règles pour permettre une véritable politique nationale et régionale de stabilisation de prix ainsi que des politiques fortes de soutien fort à leur agriculture. C'est pourtant la seule voie possible pour sortir de la dépendance. L'argument consistant à dire que les marchés internationaux satisferont la sécurité alimentaire ne s'est pas vérifié et celui consistant à dire que des flexibilités existent n'est pas recevable, étant donné qu'elles se sont avérées totalement insuffisantes.
- La **dérégulation des marchés financiers** par l'ouverture des marchés des matières premières aux acteurs financiers et par la suppression des garde-fous empêchant l'abus sur des produits dérivés agricoles. Ces décisions ont permis aux spéculateurs d'utiliser massivement le secteur des matières agricoles et les produits financiers qui y sont liées pour se protéger des pertes liées aux subprimes ou garantir des taux de profits à deux chiffres.

## Vers un retour de la régulation

On est d'autant plus frappé par la volatilité des marchés agricoles internationaux que l'on dépend d'eux. Cette tautologie semble pourtant échapper à la majorité des décideurs. Les prix intérieurs seront d'autant plus fortement influencés par la volatilité internationale que les protections aux frontières sont faibles et que la part des produits importés dans la consommation locale est importante.

Il ne s'agit donc pas, comme le propose Pascal Lamy, de renforcer l'intégration des marchés agricoles en prétendant qu'ils sont le meilleur outil pour suppléer à une baisse de production à l'un ou l'autre endroit de la planète. Au contraire, sachant que ces marchés internationaux condamnent l'agriculture locale en la soumettant à une compétition intenable, ces marchés auront tôt fait de rendre le pays encore plus dépendant des importations sans résoudre son caractère volatile.

Il s'agit donc, quand l'UE et la Belgique veulent s'attaquer à la volatilité et à la spéculation, de prendre un ensemble de décisions et d'outils qui se renforcent les uns les autres :

### 1. Revoir l'ensemble de règles commerciales existantes et en cours de négociation pour permettre aux pays de réguler leurs marchés et soutenir massivement (aux delà des flexibilités existantes) les secteurs agricoles prioritaires et sortir ainsi de la dépendance alimentaire.

- Permettre aux pays de mettre en place des **politiques de stabilisation de prix** (comprenant des stocks publics régulateurs, des tarifs variables, des contingents, soutiens contre-cycliques, gestion de l'offre et de la demande) à des niveaux qui favorisent les productions locales
- **Augmenter l'aide publique au développement** destinée à la production alimentaire paysanne agro-écologique en s'attaquant aux inégalités de d'accès aux ressources et de pouvoir de marché dans le respect d'égalité de genre. Pour les consommateurs pauvres appuyer des programmes de protection sociale.
- **Revoir les accords régionaux de l'UE** qui entravent les coopérations régionales. Renforcer celles-ci par la mise en place de politiques régionales agricoles, commerciale et de sécurité alimentaire.
- **Réformer la PAC** afin qu'elle abolisse les instruments néfastes telles que les restitutions aux exportations et soutienne les instruments de stabilisation telles que la gestion de l'offre et la contribution à des niveaux de stocks suffisants au niveau mondial

### 2. L'UE doit réguler les marchés financiers.

- **Restreindre les marchés des produits agricoles** aux acteurs du secteur vendeur et acheteur finaux).
- **Réguler les transactions de gré à gré.** La proposition de règlement sur les infrastructures de marché européennes (EMIR), qui vise à garantir la transparence en transférant les produits dérivés négociés de gré à gré (en dehors des bourses d'échange) sur des bourses d'échanges. Il faudra de plus interdire les fonds indiciels basés sur les produits agricoles
- **Imposer des positions limitées à tous les acteurs** autorisés qui sont actifs sur les marchés des produits agricoles afin d'éviter que les acteurs les plus

puissants puissent manipuler les cours à des fins spéculatives. Les actuelles exemptions données aux plus gros acteurs du secteur doivent être abandonnées. La Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers (MiFID) doit inclure ces limites de position

### 3. Agrocarburants

- Interdire les mandats et **soutiens à la production et à la consommation** d'agrocarburants
- **revoir l'objectif de la directive** sur les énergies renouvelables de l'UE pour le remplacer par des objectifs de réduction de la consommation d'énergie.

### 4. Contribuer à la cohérence des politiques par :

- la réduction en UE des **émissions de gaz à effets de serre** d'au moins 40% d'ici 2020,
- le renforcement du **Comité de la Sécurité Alimentaire mondial** dans ses mandats de veiller à la cohérence, la coordination et le monitoring des politiques de sécurité alimentaire, y compris sur les points ci-dessus

Contact : Stéphane Desgain, +32.2+250.12.64, [stephane.desgain@cncd.be](mailto:stephane.desgain@cncd.be)

Thierry Kesteloot, +32.2.501.67.55, [tke@oxfamsol.be](mailto:tke@oxfamsol.be)